

**Point de presse de la porte-parole -
Comores - Situation à Anjouan (18
octobre 2018) - Arabie saoudite -
Arabie saoudite - Turquie - Huile de
palme - Iran**
(Paris, 18 octobre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Comores - Situation à Anjouan (18 octobre 2018)

La France suit avec attention la situation aux Comores, et plus particulièrement à Anjouan. Elle condamne les actes de violence commis sur l'île et rappelle son attachement à la stabilité des Comores.

Elle soutient pleinement l'appel du président de l'Union africaine à la reprise du dialogue inter-comorien. Elle soutient son exhortation à toutes les parties prenantes à faire preuve de la plus grande retenue et à s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver les tensions actuelles.

Des consignes de prudence ont été données à nos ressortissants vivant à Anjouan et aux Français de passage, mais aucune évacuation n'est envisagée à ce stade. La communauté française a été invitée à reporter tout déplacement vers Anjouan et les personnes sur place ont été invitées à restreindre leurs mouvements. Les conseils aux voyageurs sur le site France Diplomatie sont régulièrement mis à jour. Notre ambassade à Moroni et l'agence consulaire à Anjouan sont bien entendu mobilisées.

2 - Arabie saoudite

Q - Pensez-vous que vos relations bilatérales avec l'Arabie saoudite peuvent être impactées par la disparition de Jamal Khashoggi et son éventuel meurtre ?

R - Comme l'a dit le Président de la République, les faits sont très graves et nous attendons qu'une vérité complète soit établie à leur sujet. Nous avons demandé aux autorités saoudiennes de coopérer à la manifestation de cette vérité et d'apporter une réponse complète et circonstanciée aux questions qui leur sont posées. Nous le faisons dans le cadre du partenariat stratégique que nous avons établi avec l'Arabie saoudite.

3 - Arabie saoudite - Turquie

Q - Est-ce que les autorités françaises ont entendu ou demandent d'entendre l'enregistrement que les autorités turques prétendent avoir sur ce qui s'est passé dans le consulat saoudien à Istanbul ?

R - Nous n'avons pas reçu d'indications particulières sur un tel enregistrement ni sur son éventuel contenu.

4 - Huile de palme

Q - Comment la France entend-elle combattre la production d'huile de palme ?

R - Le Gouvernement ne combat pas la production d'huile de palme en tant que telle. Ce sont la lutte contre la déforestation et le changement climatique qui sont nos priorités : lorsque sa production ne respecte pas un certain nombre de critères de durabilité, l'huile de palme peut générer une importante déforestation directe ou indirecte, au même titre que d'autres produits agricoles.

C'est l'objet de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée, qui vise à mettre fin à l'importation de productions non durables contribuant à la déforestation, et qui sera publiée dans les prochains jours. Un volet important de cette stratégie repose sur un dialogue constructif et des actions de coopération en partenariat avec les pays producteurs. Elles aborderont les enjeux de traçabilité et des critères de durabilité de la production, l'appui aux petits producteurs, la coopération dans le domaine de la recherche et les questions foncières.

La France soutiendra par ailleurs les travaux engagés au niveau européen pour avancer ensemble dans cette voie.

5 - Iran

Q - L'envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Iran a déclaré que le SPV en préparation par les Européens pour continuer le commerce avec l'Iran n'aurait quasiment aucune utilité vu le nombre d'entreprises internationales qui ont quitté l'Iran. Comment réagissez-vous à cela ?

R - Le travail actuellement mené sur le Fonds commun des créances (SPV) doit faciliter la réalisation de transactions financières pour les entreprises qui souhaitent entretenir des relations commerciales avec l'Iran, dans le respect du droit européen.

Il vise à créer un outil de souveraineté économique pour l'Union européenne au-delà de ce seul cas. C'est donc un travail de long terme qui protégera les entreprises européennes à l'avenir de l'effet de sanctions extraterritoriales illicites./.